



ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° 2023/084T

Arrêté portant interdiction de stationnement, dans le cadre de travaux de purge sous trottoir, avenue de Pontoise (RD 30), entre le boulevard Robespierre et la rue Jean Bouin, à Poissy, du lundi 13 février au vendredi 24 février 2023

Le Maire,

Vu la demande en date du 2 février 2023, par laquelle la Société EIFFAGE sollicite des mesures de restriction de stationnement et de la circulation, afin de réaliser des travaux de purge sous trottoir, avenue de Pontoise (RD 30), entre le boulevard Robespierre et la rue Jean Bouin, à Poissy, du lundi 13 février au vendredi 24 février 2023,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-21, L. 2122-24 et L. 2212-1 et suivants,

Vu le Code de la route, notamment les articles L. 110-3, L. 325-1 et suivants, L. 411-1 et suivants, R. 325-1 et suivants, R. 411-1 et suivants, R. 412-26 et suivants et R. 417-1 et suivants,

Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 113-2 et L. 116-2,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment l'article L. 511-1,

Vu le Code de l'environnement, notamment l'article L. 541-2,

Vu le Code pénal, notamment les articles R. 131-41 et R. 610-5,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963,

Vu la permission de voirie délivrée par le Conseil Départemental des Yvelines sous le n° UEEP-2022-017,

Vu l'avis du Préfet des Yvelines, du 8 février 2023, favorable sous réserve de laisser circuler les transports exceptionnels sur la RD 30,

Vu l'arrêté n° 2022/800P du 4 juillet 2022 portant arrêté de délégation de fonctions et de signature à Monsieur Georges MONNIER, deuxième adjoint au Maire, délégué aux espaces publics, à la propreté urbaine et à la commande publique,

Considérant que des travaux de purge sous trottoir doivent être réalisés par la Société EIFFAGE, avenue de Pontoise (RD30), entre le boulevard Robespierre et la rue Jean Bouin, à Poissy, du lundi 13 février au vendredi 24 février 2023,

Considérant qu'il importe dès lors d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique, ainsi que celle des intervenants,

Considérant qu'il est donc nécessaire de réglementer la circulation,

ARRÊTE :

Article 1 :

Du lundi 13 février au vendredi 24 février 2023, le stationnement sera interdit sur 5 places au droit des travaux, sis avenue de Pontoise (RD30), entre le boulevard Robespierre et la rue Jean Bouin, à Poissy, sauf pour la Société EIFFAGE, afin de réaliser des travaux de purge sous trottoir.

Article 2 :

Du lundi 13 février au vendredi 24 février 2023, une déviation pour les piétons de part et d'autre des travaux, sis avenue de Pontoise (RD30) entre le boulevard Robespierre et la rue Jean Bouin, à Poissy, sera mise en place.

Article 3 :

Du lundi 13 février au vendredi 24 février 2023, la Société EIFFAGE sera autorisée à emprunter des voies interdites aux véhicules de plus de 3,5 tonnes, en dérogation de l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018.

Article 4 :

Le bénéficiaire aura la charge de mettre en place la signalisation temporaire réglementaire correspondant aux prescriptions énoncées dans le présent arrêté, de part et d'autre du chantier. Il sera responsable des conséquences résultant d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

Article 5 :

Le bénéficiaire devra veiller à :

- maintenir les trottoirs et chaussées propres ;
- réduire au maximum la gêne apportée aux riverains ;
- maintenir un cheminement piétonnier continu et sécurisé ;
- évacuer par ses propres moyens tous les déchets générés (cartons et emballages) conformément à l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

Article 6 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 :

Seront considérés comme gênants, au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route, les véhicules en infraction avec les dispositions susvisées. Ces véhicules pourront être mis en fourrière par les soins des services de police, aux frais de leurs propriétaires.

Article 8 :

Le Directeur Général des services et le Responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 9 :

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage, ou notification), auprès du Tribunal Administratif de Versailles (56 avenue de Saint-Cloud, 78000 VERSAILLES) ou par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr.

Poissy, le 2 février 2023

**Pour le Maire et par délégation,
Georges MONNIER**

#signature#

**Le Deuxième Adjoint,
Délégué aux espaces publics,
À la propreté urbaine et à la commande publique**